



Le 15 octobre 2015



Place Vendôme, les policiers manifestent « contre des décisions de justice incompréhensibles »

Le Monde.fr | 14.10.2015 à 17h18 • Mis à jour le 14.10.2015 à 18h05 | Par [Laurent Borredon](#)

« Rien, la réponse est définitive, accompagnée d'un sourire ironique. Je n'attends rien de ce rassemblement, comme d'habitude », assure le fonctionnaire présent place Vendôme, devant le ministère de la justice, mercredi 14 octobre, pour protester contre la « rupture police justice ». « On est quand même là pour être solidaires, et parce qu'il y a une intersyndicale, tout le monde va dans le même sens », ajoute-t-il.

Une chose est sûre, l'objectif fixé par l'intersyndicale, qui rassemble tous les personnels, des agents administratifs aux commissaires, est atteint. La préfecture de police est probablement un peu généreuse en annonçant 7 500 personnes. La place Vendôme, dont la moitié est en travaux, n'a pas fait le plein, même s'il y avait certainement plusieurs milliers de participants. En 2001, lors du dernier mouvement d'une telle ampleur, les manifestations avaient rassemblé jusqu'à 15 000 personnes. Un maximum, sachant que les policiers ne peuvent pas faire grève et qu'ils protestent donc sur leur temps de repos ou de congé — en passant donc sous les fourches caudines de la hiérarchie.

Lire : [Le gouvernement face à la colère des policiers](#)

L'élément déclencheur de cette mobilisation a été la fusillade lors de laquelle un policier de la brigade anticriminalité ([BAC](#)) de 36 ans a été grièvement blessé, le 5 octobre, à l'Ile-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). L'auteur des coups de feu, Wilston B., 24 ans, était un détenu en fuite qui n'avait pas réintégré la prison de Réau (Seine-et-Marne) après une permission de sortie, le 27 mai.

« Décisions incompréhensibles »

Les autorités s'inquiétaient de dérapages contre la garde des sceaux, Christiane Taubira, et avaient contesté le choix du lieu, qui pouvait laisser présager des slogans ciblant la ministre. Mardi, encore, après le discours de Bernard Cazeneuve aux grands patrons de la police et de la gendarmerie, les conseillers du premier ministre présents avaient fait le tour des responsables syndicaux pour demander de la modération. Ils ont été — presque — entendus.

De manière étonnante — après tout, les syndicats avaient quand même, effectivement, choisi la place Vendôme —, les discours ont esquivé les critiques ciblées. **Seul Philippe Capon, secrétaire général de l'UNSA-Police (troisième chez les gardiens de la paix), a directement critiqué la garde des sceaux, provoquant une vague de « Taubira, démission », qui s'est vite éteinte.** Même Alliance-Police nationale (premier chez les gardiens) ou Synergie-Officiers, classées à droite et régulièrement critiques envers M^{me} Taubira, ont retenu leurs coups.




Jean-Claude
Coutausse

« On n'est pas là pour cibler tel ou tel politique, mais le manque de cohésion entre les ministères », explique un policier d'Ile-de-France. Les slogans sont donc restés traditionnels : « *Policiers asphyxiés, société en danger* », ou « *Sans protection, pas d'interpellations* ». De quoi refléter les revendications, protéiformes : le manque de moyens, l'abondance de missions, la procédure pénale trop complexe, etc. « *Les policiers en ont marre de voir leur travail anéanti par des décisions de justice incompréhensibles* », s'est indigné Yves Lefebvre, patron d'Unité-SGP-Police (deuxième), à l'origine de la manifestation.

Face à la colère des policiers, le premier ministre, [Manuel Valls](#), a annoncé mercredi une série de mesures censées « *corriger* » des « *dysfonctionnements* ». François Hollande a, par ailleurs, annoncé mercredi en conseil des ministres qu'il recevrait « *la semaine prochaine* » les syndicats de la police et de la justice. Le chef de l'Etat a souligné « *le travail difficile, courageux et efficace des policiers et des gendarmes, de l'ensemble des forces de l'ordre* », a également transmis le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll.

Lire aussi : [Colère des policiers : les annonces de Manuel Valls](#)

-  [Laurent Borredon](#)
Journaliste

Lien vidéo:

http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2015/10/14/place-vendome-les-policiers-manifestent-contre-des-decisions-de-justices-incomprehensibles_4789450_1653578.html

Les promesses de Manuel Valls n'éteindront pas la sirène des policiers

POLICE Plusieurs milliers de fonctionnaires ont manifesté sous les fenêtres du ministère de la justice ce mercredi...



7.500 policiers ont manifesté sous les fenêtres du ministère de la justice à Paris le 14 octobre 2015. - NICOLAS MESSYASZ/SIPA



William Molinié

- Publié le 14.10.2015 à 18:00
- Mis à jour le 14.10.2015 à 18:00

.../...

Ils voulaient [un « plan Marshall » de la police](#). Pas sûr que les gardiens de la paix, officiers et commissaires descendus ce mercredi (7.500 selon la police, jusqu'à 10.000 selon les syndicats) sous les fenêtres de la ministre de la justice se contentent des [mesures annoncées par le Premier ministre en début d'après-midi](#). [Manuel Valls a promis, au cours d'une conférence de presse décidée dans l'urgence, une simplification de la procédure pénale, un encadrement plus strict des permissions de sortie et un « plan » pour lutter contre le trafic d'armes.](#)

« L'exécutif ne pouvait pas faire autrement que réagir. Des milliers de policiers dans la rue, ça ne s'était pas vu depuis 2001 », appuie un syndicaliste policier. « Il a entendu ce que les policiers avaient à dire ce mercredi et notamment la prise en compte interministérielle des problématiques », se satisfait Céline Berthon, secrétaire générale du Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN).

[>> A lire aussi : « La police trouve la justice laxiste et les juges se méfient des policiers »](#)

Se reposer sur le secteur privé ?

« L'avancée est nécessaire. Mais pas suffisante », nuance Patrice Ribeiro, secrétaire général de Synergies-Officiers, qui craint que « le cœur du problème, à savoir le malaise policier, ne soit résolu ». « En six ans, nous avons eu 40 % de policiers blessés en plus. Il y a une explosion du sentiment d'impunité et de la violence dans ce pays », poursuit-il.

S'il loue « les efforts consentis » par cette majorité de gauche à destination des policiers, il regrette que les moyens ne soient « pas à la hauteur de l'enjeu ». « Il faudrait des milliers de policiers en plus et arrêter toutes les tâches indues comme les gardes statiques, les escortes... » Face à ces difficultés, les policiers tentent de convaincre la Place Beauvau pour que le secteur privé de la sécurité récupère certaines missions. Une posture encore inimaginable il y a quelques années.

« Ces mesures vont dans le bon sens »

Les policiers seront reçus la semaine prochaine par François Hollande. « **On ne peut pas rester sur ces annonces. Même si ces mesures vont dans le bon sens, je regrette qu'il n'y ait rien de chiffré** », ajoute **Philippe Capon, secrétaire général de l'Unsa-Police**. **Au cœur des inquiétudes des policiers, [le plan Vigipirate](#) qui, selon eux, pompe « toutes les énergies » et « n'est plus tenable ».**

« Le président de la République doit assumer ses propos. Il nous dit que la sécurité, en plus d'être une priorité est une obligation. Si nous sommes en guerre, il nous faut les moyens de cette guerre et donc un plan Marshall dans la police », avait réclamé, plus tôt, Frédéric Lagache, secrétaire général adjoint d'Alliance Police Nationale.

le bureau national